

"L'AUDIENCE NATIONALE ESPAGNOLE EST SAISIE D'UNE PLAINTE CONTRE DE HAUTS FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT RWANDAIS[1]

Le Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs saisira le 22 février 2005 à l'Audience Nationale (Tribunaux espagnols) de Madrid d'une plainte contre de hauts fonctionnaires de l'État rwandais. Se joignent à cette plainte des victimes et des proches de victimes espagnoles et rwandaises, des témoins hutu et tutsi qui vivent en exil, le Prix Nobel de la paix Adolfo Pérez Esquivel, la députée afro-américaine des États-Unis Cynthia McKinney, les villes de Manresa, Figueres et Navata, le candidat au prix Nobel de la paix Juan Carrero Saralegui et diverses organisations non gouvernementales espagnoles et internationales (voir liste ci-jointe). Neuf des victimes étaient espagnoles.

Le Forum international pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs demande instamment l'ouverture d'enquêtes sur la mort de neuf Espagnols au Rwanda et en République démocratique du Congo (un médecin, une infirmière, un photographe et six missionnaires). Toutes les victimes espagnoles se consacraient en priorité à l'assistance aux populations locales. Elles avaient été, dans tous les cas, des témoins incommodes de massacres perpétrés contre les Hutu dans ces deux pays.

Les témoignages et les éléments de preuve exceptionnels qui ont été obtenus attestent la responsabilité des plus hautes sphères de la hiérarchie politico-militaire du Front patriotique rwandais (FPR) dans l'organisation des massacres sélectifs et systématiques dont ont été victimes tant les Espagnols susmentionnés que les populations rwandaise et congolaise entre 1990 et 2004. Pendant cette période, près de sept millions de personnes ont été tuées. Il s'agissait pour la plupart de femmes et d'enfants. Selon l'organisation International Rescue Committee, depuis 1998, près de quatre millions de personnes sont mortes directement ou indirectement à cause de ce conflit en RDC. Dans le cadre de l'enquête réalisée, il a été possible d'identifier l'un des membres d'un commando secret du FPR, appelé « Network », qui a perpétré l'attentat contre l'avion dans lequel voyageaient le président de la République rwandaise, Juvénal Habyarimana, et le président de la République burundaise, Cyprien Ntaryamira, tous deux membres de l'ethnie hutu. Le Forum international pour la vérité et la justice dans l'Afrique des Grands Lacs a fourni cette importante preuve à la justice française, qui enquête sur cet attentat. Le journal *Le Monde* s'en est largement fait l'écho dans son édition du 10 mars 2004. Ces révélations concordent avec deux mémorandums confidentiels rédigés par l'ancien inspecteur des Nations unies Michael Hourigan, qui mettaient directement en cause le président du gouvernement rwandais, Paul Kagame. Le rapport Hourigan, mis sous scellé par le Bureau du procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda (ONU), a été révélé à un journaliste du journal canadien *National Post*, qui a dénoncé les faits alors que l'enquête était en cours. Dans l'une des parties connues du rapport, il est fait référence à la mort des trois coopérants espagnols.

La lutte pour le coltan et autres minerais stratégiques.

Ce conflit n'est pas seulement l'histoire de la lutte pour l'accès au pouvoir des éléments extrémistes et criminels. Il s'agit aussi et surtout du pillage et de la lutte pour le contrôle de l'exploitation des richissimes ressources naturelles de la partie orientale de la RDC (or, diamants, et surtout le coltan, qui entre dans la fabrication des téléphones portables, des missiles, etc.). Dans ce pillage sont intervenus, outre des acteurs locaux, des grandes firmes multinationales occidentales, essentiellement des États-Unis, du Canada et d'Europe, selon l'ONU. Une grande partie de ce drame humain et écologique a été délibérément occultée et souvent stratégiquement manipulée. La présente action en justice vise à en finir avec cette situation d'impunité, à rendre publiques les vérités occultes de ce conflit et à contribuer ainsi à la pacification des populations et des peuples de cette région d'Afrique centrale.

Liste des victimes espagnoles qui travaillaient auprès de ces populations :

- a) JOAQUIM VALLMAJÓ SALA, missionnaire en Afrique, enlevé, torturé et assassiné par le FPR à Byumba (Rwanda) le 26 avril 1994.
- b) SERVANDO MAYOR GARCÍA, JULIO RODRÍGUEZ JORGE, MIGUEL ÁNGEL ISLA LUCIO et FERNANDO DE LA FUENTE DE LA FUENTE, frères maristes, assassinés par le FPR à Bugobe (RDC) le 31 octobre 1996.
- c) M^a FLORS SIRERA FORTUNY, MANUEL MADRAZO OSUNA et LUIS VALTUEÑA GALLEGO, membres de l'ONG Médecins du Monde, assassinés par le FPR à Ruhengeri (Rwanda) le 18 janvier 1997.
- d) ISIDRO UZCUDUN POUSO, missionnaire du diocèse de Donosti, assassiné par le FPR à Mugina (Rwanda) le 10 juin 2000.

Se joignent à cette plainte les personnes et organisations suivantes :*

Cynthia Ann McKinney, députée afro-américaine (États-Unis)

Adolfo-Maria Pérez Esquivel, Prix Nobel de la paix 1980 (Argentine)

Juan Carrero Saralegui, candidat au prix Nobel de la

paix, président de la Fundació S'Oliver de Majorque

Josep, Martí, Núria, Pilar et Maria Antonia Vallmajó Sala (frères et sœurs de Joaquim Vallmajó)

Josep M^a Sirera Fortuny (frère de Flors Sirera)

Fernando Valtueña Gallego (frère de Luis Valtueña, photographe de l'agence COVER)

Fernando Madrazo Osuna (frère de Manuel Madrazo)

Edesio Rodríguez de la Fuente, M^a de los Ángeles Jorge de la Fuente (parents de Julio Rodríguez Jorge)

Jesús Mayor García (frère de Servando Mayor)

Cipriano Isla Lucio (frère de Miguel Ángel Isla Lucio)

Agueda Uzcudun Pouso (sœur d'Isidro Uzcudun)

Marie Béatrice Umutesi, sociologue, écrivaine et victime rwandaise réfugiée en exil

5 victimes rwandaises, en exil

Assistance Aux Victimes Des Conflits en Afrique Centrale (Belgique)

Association de victimes « Pro Iustitia » (Pays-Bas)

Centre de Lutte contre l'Impunité (Belgique)

Organisation pour la paix, la justice et le développement au Rwanda (États-Unis)

Villes de Figueres, Manresa et Navata

Federación de Comités de Solidaridad con el África Negra de España (12 comités espagnols de solidarité avec l'Afrique noire)

Centre de ressources de la coordinatrice d'ONG solidaires « CEDRE » (47 associations)

· Association « Drets Humans de Mallorca »

La plainte dénonce les hauts responsables du FPR énumérés ci-après :

Le lieutenant général KAYUMBA NYAMWASA (chef du Département des renseignements militaires [DMI, services secrets rwandais]), le lieutenant colonel RWAHAMA JACKSON MUTABAZI (membre du DMI de Byumba),

Le général JAMES KABAREBE (chef d'état-major de l'APR et le plus haut responsable des opérations lors de

l'invasion du Zaïre par le Rwanda),

le lieutenant colonel DANY MUNYUZA (membre du DMI de Byumba), le

capitaine JUSTUS MAJYAMBERE (agent des services de

renseignements de la brigade n° 408), le lieutenant

EVARISTE KABALISA (commandant en second de la

gendarmerie de Ruhengeri), le général major FRED

IBINGIRA, le général de brigade JACK NZIZA (directeur du dispositif policier et militaire G2), le lieutenant colonel DAN GAPFIZI et le général major CEASER KAYIZARI, entre autres personnes à contacter :*

HELENA POL : helenapol@yahoo.es. Tél. 699 629 016.

Attachée de presse.

* JORDI PALOU-LOVERDOS :

palou-rognoni.advocats@icab.es. Tél. 661 574 375.

Représentant légal, porte-parole des victimes et du Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs.

* JUAN CARRERO : olivar@pangea.org. Tél. 609 888 680.

Président du Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs.---

[1] Pour de plus amples informations, consultez notre page web : www.veritasrwandaforum.org